

Les Nigériens approuvent les châtiments corporels et sont mitigés quant au bien-être de leurs enfants

Dépêche No. 909 d'Afrobarometer | Stephen Quansah

Résumé

La Constitution du Niger promet de protéger les enfants, soulignant le rôle de l'Etat dans la préservation de leur santé physique, mentale et morale. Malgré cet engagement, de nombreux enfants sont confrontés à de dures réalités. Le Niger affiche le 11ème taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans le plus élevé au monde, car des maladies évitables telles que la pneumonie, la diarrhée et le paludisme se développent dans un contexte d'accès limité à l'eau potable, à l'assainissement et aux soins de santé (UNICEF, 2021). La malnutrition touche 75% des enfants de moins de 5 ans.

Selon UNICEF (2021), seulement 8% des enfants vont à l'école maternelle et la plupart ne finissent pas leurs études primaires. Les filles sont confrontées à des obstacles particuliers : 76% d'entre elles sont mariées avant l'âge de 18 ans et seulement 31% sont inscrites à l'école secondaire. La pauvreté touche presque la moitié des enfants, les privant de services essentiels. Plus de quatre enfants sur 10 (43%) âgés de 5 à 14 ans sont astreints au travail des enfants, y compris, dans certains cas, à l'esclavage héréditaire et à l'exploitation minière (Bureau des Affaires Internationales du Travail, 2022).

Pour remédier à ces défaillances, le gouvernement, avec l'aide de partenaires tels que l'UNICEF et la Banque Mondiale, a lancé des initiatives visant à renforcer les systèmes de protection de l'enfance, notamment en formant des comités de protection de l'enfance et en améliorant les services de santé destinés aux adolescents (Banque Mondiale, 2019 ; UNICEF, 2020). Cependant, l'alignement des lois nationales sur les normes internationales est difficile à réaliser dans un contexte de conflits entre les lois coutumières et religieuses, et des ressources limitées sont consacrées à l'application des lois existantes (UNICEF, 2020).

Cette dépêche fait le point sur un module d'enquête spécial inclus dans le questionnaire de l'enquête Afrobarometer du Round 9 (2021/2023) visant à explorer les attitudes et les perceptions des Africains, relatives au bien-être des enfants. Au Niger, les résultats de l'enquête révèlent que les citoyens soutiennent massivement le recours à la force physique par les parents pour corriger les enfants, et presque la moitié des répondants affirment que cette pratique est courante dans leurs communautés.

Plus de quatre citoyens sur 10 affirment que les abus, les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants sont courants, et une majorité d'entre eux disent la même chose au sujet des enfants non scolarisés.

Les Nigériens sont mitigés quant à la possibilité pour les enfants maltraités ou négligés, portant un handicap physique ou souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels de trouver de l'aide et du soutien au sein de leur communauté. Seule environ la moitié des répondants approuvent la performance gouvernementale en matière de protection des

enfants vulnérables. Les répondants en situation de précarité sont plus critiques sur ces deux points.

Les enquêtes Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance et à la qualité de vie. Neuf rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 42 pays depuis 1999. Les enquêtes du Round 10 ont été lancées en janvier 2024. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer au Niger, dirigée par le Laboratoire d'Etudes sur les Dynamiques Sociales et le Développement Local (LASDEL) s'est entretenu avec 1.200 adultes nigériens en juin 2022. Un échantillon de cette taille permet d'obtenir des résultats à l'échelle nationale avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes précédentes ont été réalisées au Niger en 2013, 2015, 2018 et 2020.

Résultats clés

Du châtimement des enfants :

- La majorité (85%) des Nigériens estiment que les parents sont en droit de recourir à la force physique pour corriger leurs enfants.
 - Presque la moitié (48%) disent que les adultes de leur communauté infligent des châtimements corporels à leurs enfants « quelque peu » ou « très » fréquemment.

Des enfants victimes de maltraitance et de négligence, et déscolarisés :

- Plus de quatre citoyens sur 10 (42%) déclarent que la violence, les mauvais traitements et la négligence à l'égard des enfants sont des phénomènes « assez fréquents » ou « très fréquents » dans leur communauté, tandis que 58% ne sont pas d'accord.
 - La majorité (55%) des répondants affirment que les enfants d'âge scolaire sont souvent déscolarisés.

De la disponibilité des services d'aide aux enfants vulnérables :

- Les Nigériens sont mitigés dans leur évaluation de la disponibilité des services d'aide aux enfants vulnérables dans leur communauté. Une majorité (55%) d'entre eux déclarent que des ressources pour aider les enfants maltraités et négligés sont disponibles, mais ils sont moins nombreux à dire autant en ce qui concerne les enfants portant un handicap physique (50%), les enfants et les adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels (47%).
 - La perception de la disponibilité de l'aide est significativement plus faible chez les répondants pauvres que chez leurs concitoyens plus aisés.

De la performance gouvernementale sur la protection de l'enfance :

- Environ la moitié (51%) des Nigériens approuvent la performance gouvernementale sur la protection et la promotion du bien-être des enfants vulnérables.

Châtiment d'un enfant

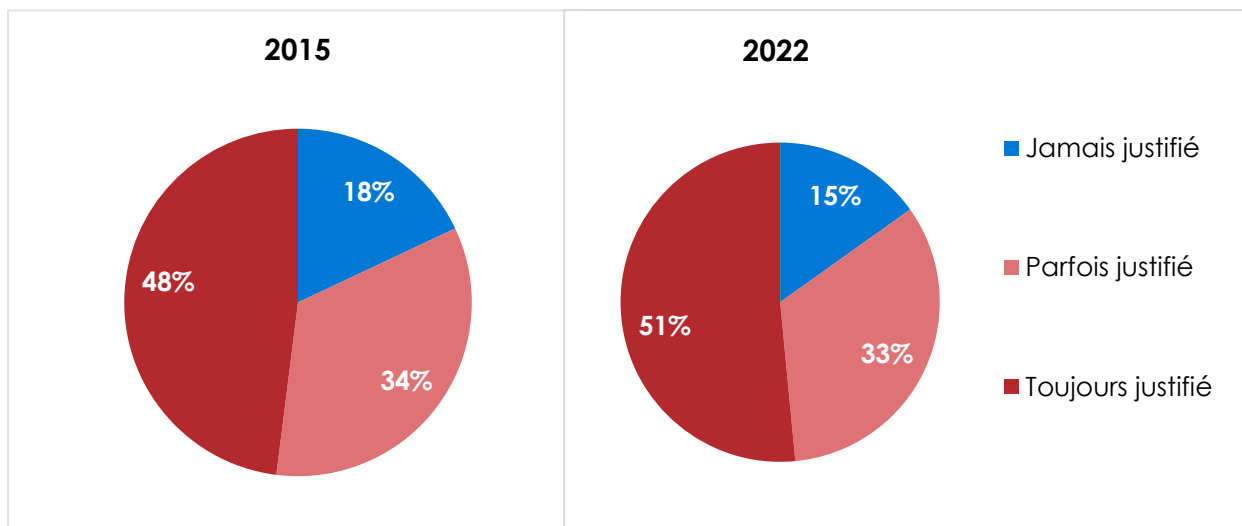
Les châtiments font partie intégrante de l'éducation des enfants. Mais le recours à la force physique pour châtier les enfants doit-il être considéré pour autant approprié ou abusif ?

Au Niger, une écrasante majorité (85%) de citoyens disent qu'il est « toujours justifié » (51%) ou « parfois justifié » (33%) que les parents recourent à la force physique pour corriger leurs enfants (Figure 1). Seulement 15% pensent que cette pratique n'est « jamais justifiée », soit une légère baisse par rapport aux 18% de 2015.

L'approbation des châtiments corporels des enfants est nettement plus élevée dans les zones rurales (86%) que dans les zones urbaines (77%) (Figure 2). Mais les autres groupes démographiques clés sont assez constants dans leur approbation de cette pratique.

En pratique, presque la moitié (48%) des Nigériens disent que les adultes de leur communauté recourent à la force physique pour corriger les enfants « assez fréquemment » (33%) ou « très fréquemment » (16%), tandis qu'un peu plus (52%) estiment que cette pratique n'est « pas très » ou « pas du tout » fréquente (Figure 3).¹

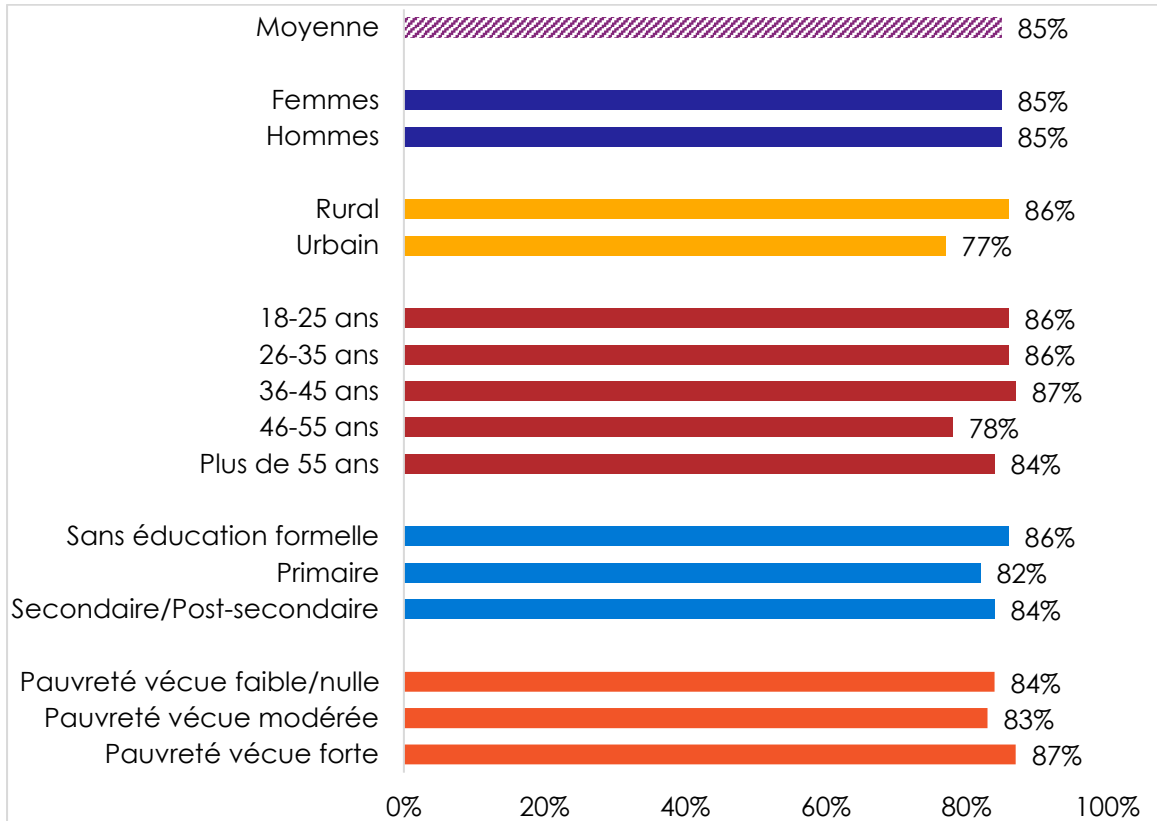
Figure 1 : Les parents doivent-ils discipliner leurs enfants avec la force physique ?
 | Niger | 2015-2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ?

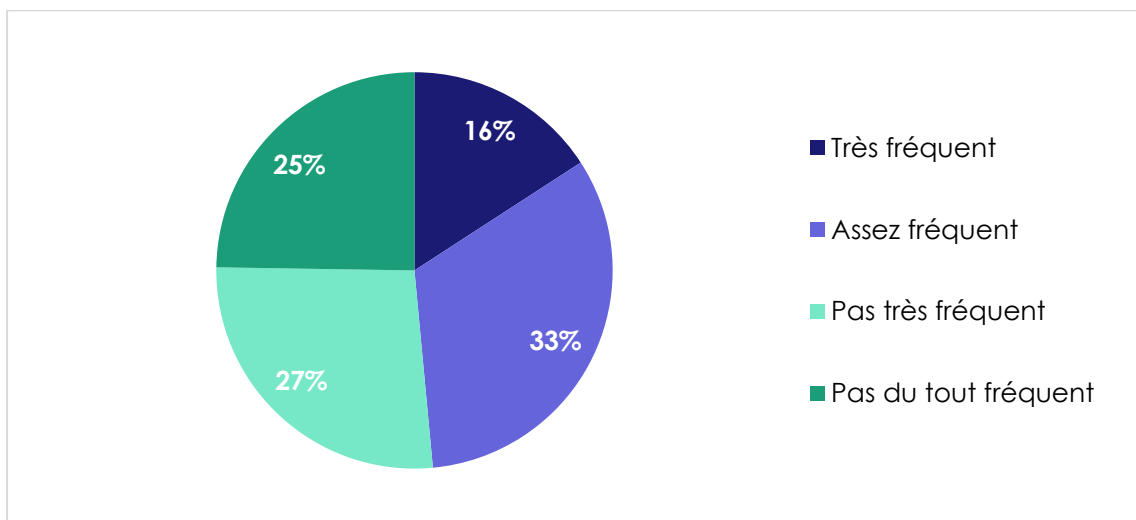
¹ En raison des arrondis, les pourcentages combinés des catégories sont susceptibles de légèrement différer de la somme arrondie des sous-catégories (par exemple, 33% « assez souvent » et 16% « très souvent » totalisent 48%).

Figure 2 : Il est justifié que les parents disciplinent leurs enfants avec la force physique | par groupe démographique | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Pour l'action suivante, veuillez me dire si d'après vous elle est toujours justifiée, parfois justifiée ou jamais justifiée : Que les parents utilisent la force physique pour discipliner leurs enfants ? (% qui disent « parfois justifié » ou « toujours justifié »)

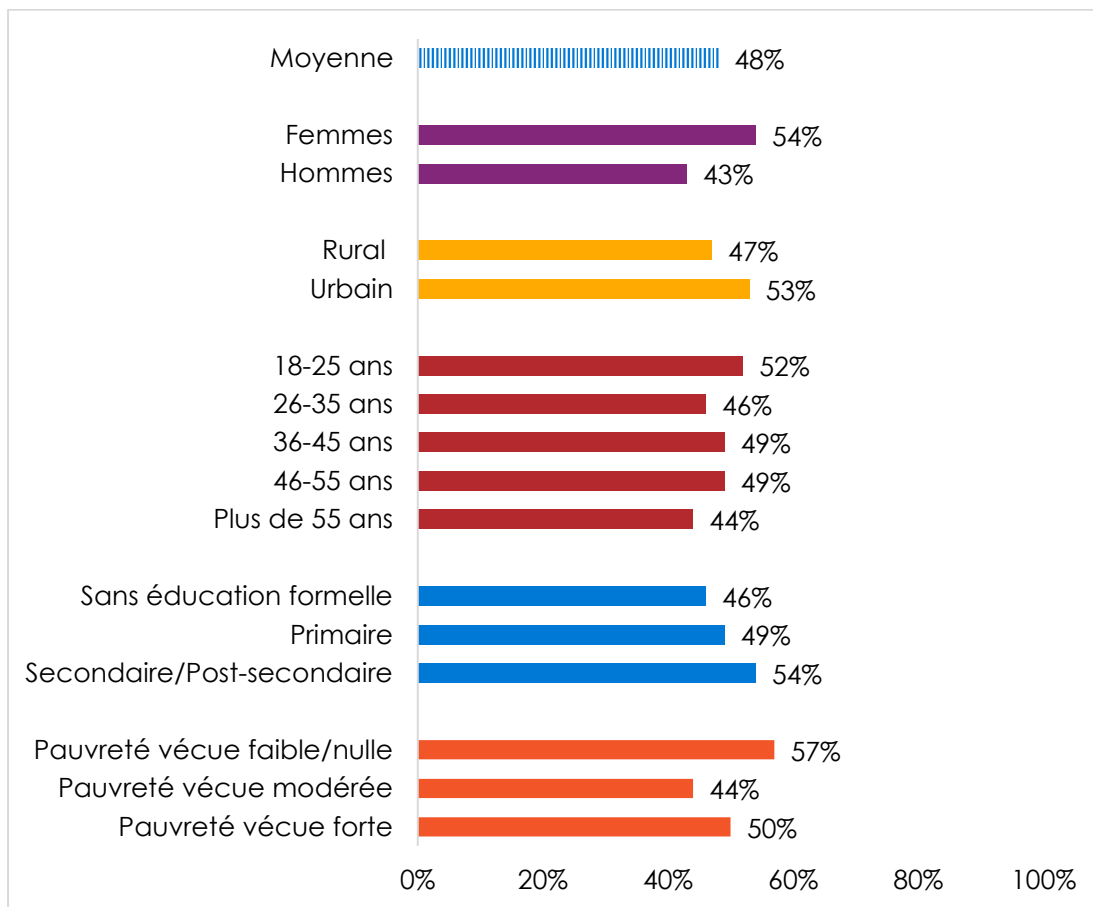
Figure 3 : A quelle fréquence les adultes font-ils recours à la force physique pour discipliner les enfants ? | Niger | 2022



Question posée aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre localité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ?

Les citoyens sont plus susceptibles que leurs concitoyens ruraux de déclarer que le recours à la force physique est fréquent pour discipliner les enfants (53% contre 47%) (Figure 4). Cette perception est également significativement plus élevée chez les femmes que chez les hommes (54% contre 43%) et chez les personnes ayant un niveau d'instruction secondaire ou post-secondaire (54%) par rapport aux personnes ayant un niveau d'instruction primaire ou moins (46%-49%). Les répondants les plus jeunes sont les plus susceptibles d'estimer la correction physique courante (52% chez les 18-25 ans).

Figure 4 : Perception que les adultes utilisent fréquemment la force physique pour discipliner les enfants | par groupe démographique | Niger | 2022



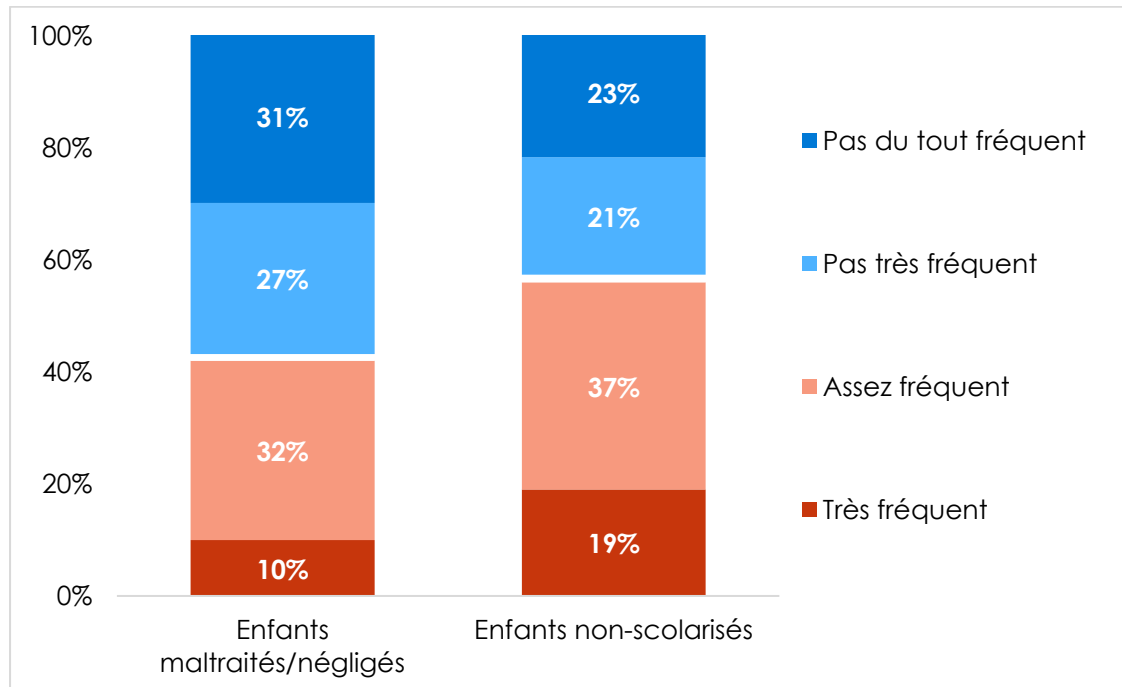
Question posée aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que la chose suivante se produit dans votre localité ou votre quartier : Les adultes utilisent la force physique pour discipliner les enfants ? (% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

De la maltraitance et de la négligence

A la question de savoir à quelle fréquence les enfants de leur communauté sont-ils victimes de maltraitance, de mauvais traitements ou de négligence, plus de quatre répondants sur 10 (42%) répondent que ce phénomène est « assez fréquent » (32%) ou « très fréquent » (10%), tandis que 58% déclarent que la maltraitance et la négligence ne sont pas courantes (Figure 5).

Cependant, une majorité (55%) de citoyens nigériens déclarent que les enfants en âge scolaire sont souvent déscolarisés.

Figure 5 : A quelle fréquence les enfants sont-ils victimes de maltraitance ou de non-scolarisation ? | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre localité ou votre quartier :

- Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?
- Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

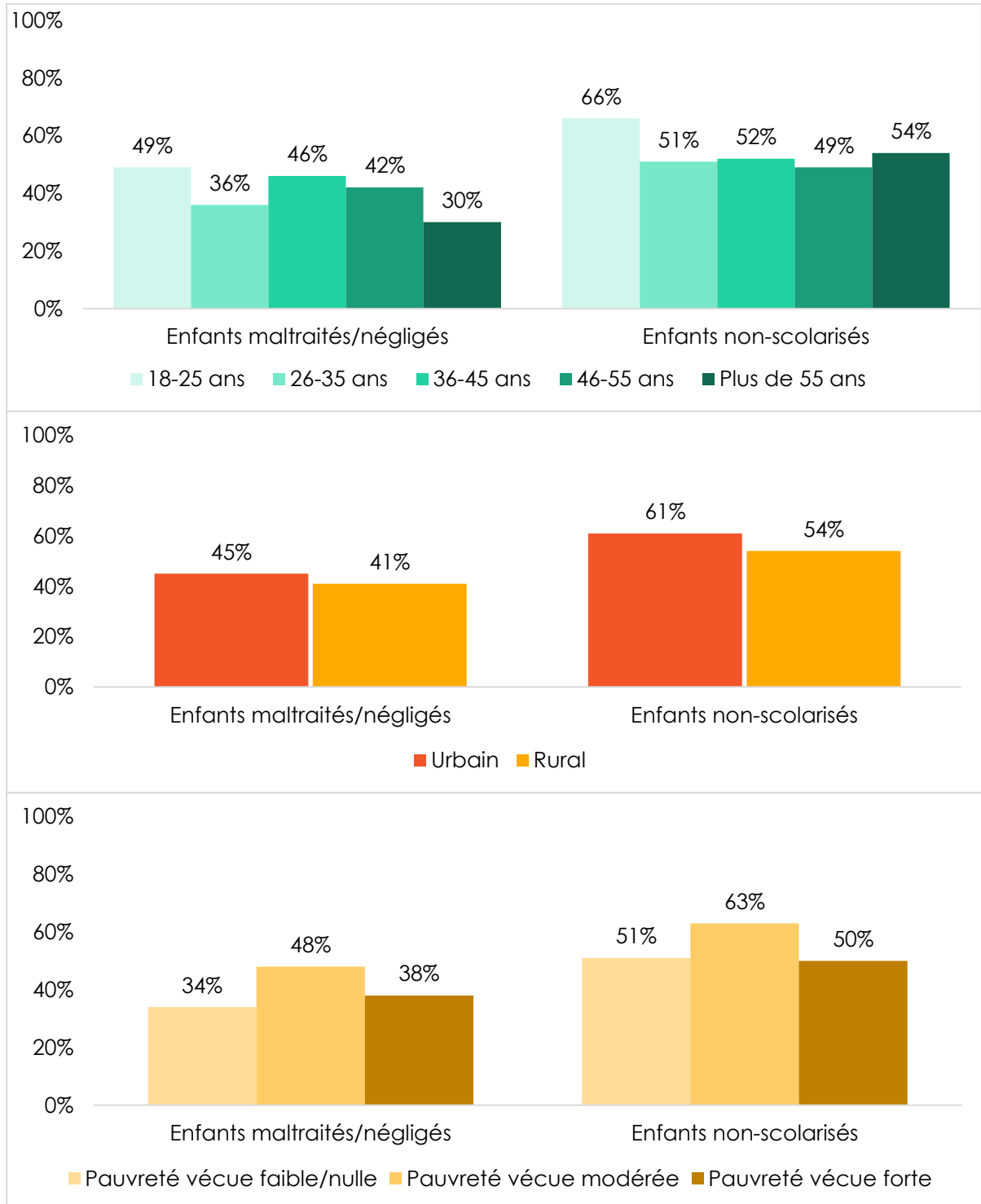
Les jeunes répondants sont plus susceptibles que leurs aînés de percevoir la maltraitance/négligence des enfants et les enfants déscolarisés comme des phénomènes courants dans leur communauté (Figure 6). Environ la moitié (49%) des jeunes de 18 à 25 ans estiment que la maltraitance et la négligence des enfants sont « assez » ou « très » fréquentes, contre 30% des répondants âgés de 56 ans et plus. De même, 66% des répondants les plus jeunes considèrent fréquent le phénomène de la déscolarisation des enfants, contre 54% des personnes âgées.

La maltraitance/négligence des enfants et le phénomène des enfants déscolarisés sont également plus fréquemment signalés comme un problème dans les villes que dans les zones rurales (45% contre 41% et 61% contre 54%, respectivement).

Le modèle de perception en fonction du statut économique est moins clair : Les citoyens en situation de pauvreté modérée² sont plus susceptibles de considérer la maltraitance/négligence des enfants et les enfants non scolarisés comme des phénomènes courants que leurs concitoyens plus aisés ou moins aisés.

² L'Indice de Pauvreté Vécue (IPV) d'Afrobarometer mesure les niveaux de dénuement matériel des répondants en leur demandant combien de fois eux-mêmes ou leur famille ont manqué de biens de première nécessité (suffisamment de nourriture, suffisamment d'eau, de soins médicaux, de combustible de cuisson et de revenus en espèces) au cours de l'année précédente. Voir Mattes et Patel (2022) pour plus d'informations sur la pauvreté vécue.

Figure 6 : Perception que les enfants sont fréquemment maltraités ou négligés | par âge, milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : A quelle fréquence croyez-vous que les choses suivantes se produisent dans votre localité ou votre quartier :

Les enfants sont victimes de violence, maltraités ou négligés ?

Les enfants qui doivent être à l'école et ne sont pas à l'école ?

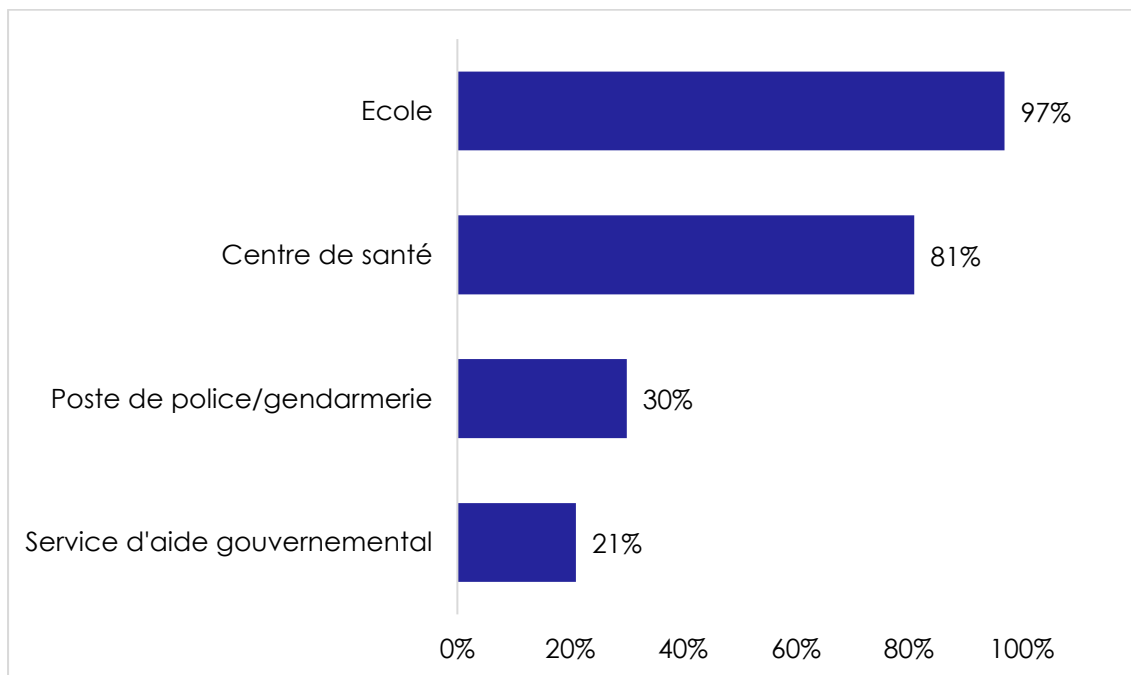
(% qui disent « assez fréquent » ou « très fréquent »)

Du soutien aux enfants vulnérables

Pour les enfants confrontés à des difficultés majeures, les services de soutien peuvent être essentiels pour les préparer à une vie épanouie et accomplie. Dans quelle mesure ces services sont-ils disponibles au niveau communautaire ?

D'après les observations des équipes de terrain d'Afrobarometer dans toutes les zones de dénombrement visitées, la plupart des habitants du Niger vivent à distance de marche d'une école (97%) et d'un centre de santé (81%). Cependant, seule une minorité de personnes disposent d'un poste de police à proximité (30%) ou d'un service gouvernemental où ils peuvent demander de l'aide en cas de problème (21%) (Figure 7).

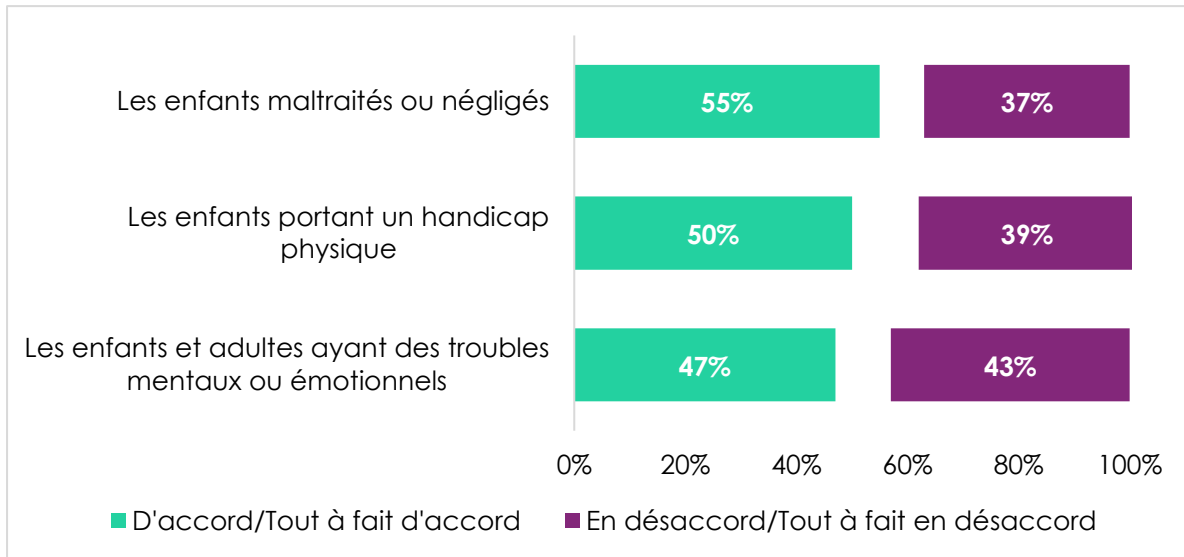
Figure 7 : Disponibilité des services publics au niveau communautaire | Niger | 2022



Questions posées aux enquêteurs : Les installations suivantes sont-elles présentes dans l'unité d'échantillonnage primaire/zone de dénombrement ou à une courte distance de marche : Une école (privée ou publique ou les deux) ? Un poste de police ? Un centre de santé (privé ou public ou les deux) ? Un centre social, un centre d'aide gouvernemental ou un autre bureau gouvernemental où les gens peuvent demander de l'aide en cas de problème ? (% qui disent « oui »)

Quant aux services d'aide plus spécialisés pour les enfants vulnérables, les avis sont mitigés (Figure 8). Une petite majorité (55%) de répondants affirment que les membres de leur communauté peuvent généralement obtenir de l'aide pour les enfants qui ont été victimes de maltraitance, de mauvais traitements ou de négligence. La moitié (50%) des citoyens déclarent qu'une aide est généralement disponible dans la communauté pour les enfants souffrant d'un handicap physique, bien que 39% des répondants ne soient pas d'accord. Enfin, moins de la moitié (47%) des Nigériens affirment que les enfants et les adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels sont généralement en mesure d'obtenir l'aide dont ils ont besoin dans la communauté, alors que presque autant de personnes (43%) pensent que ce n'est pas le cas.

Figure 8 : Existe-t-il de l'aide pour les enfants vulnérables ? | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

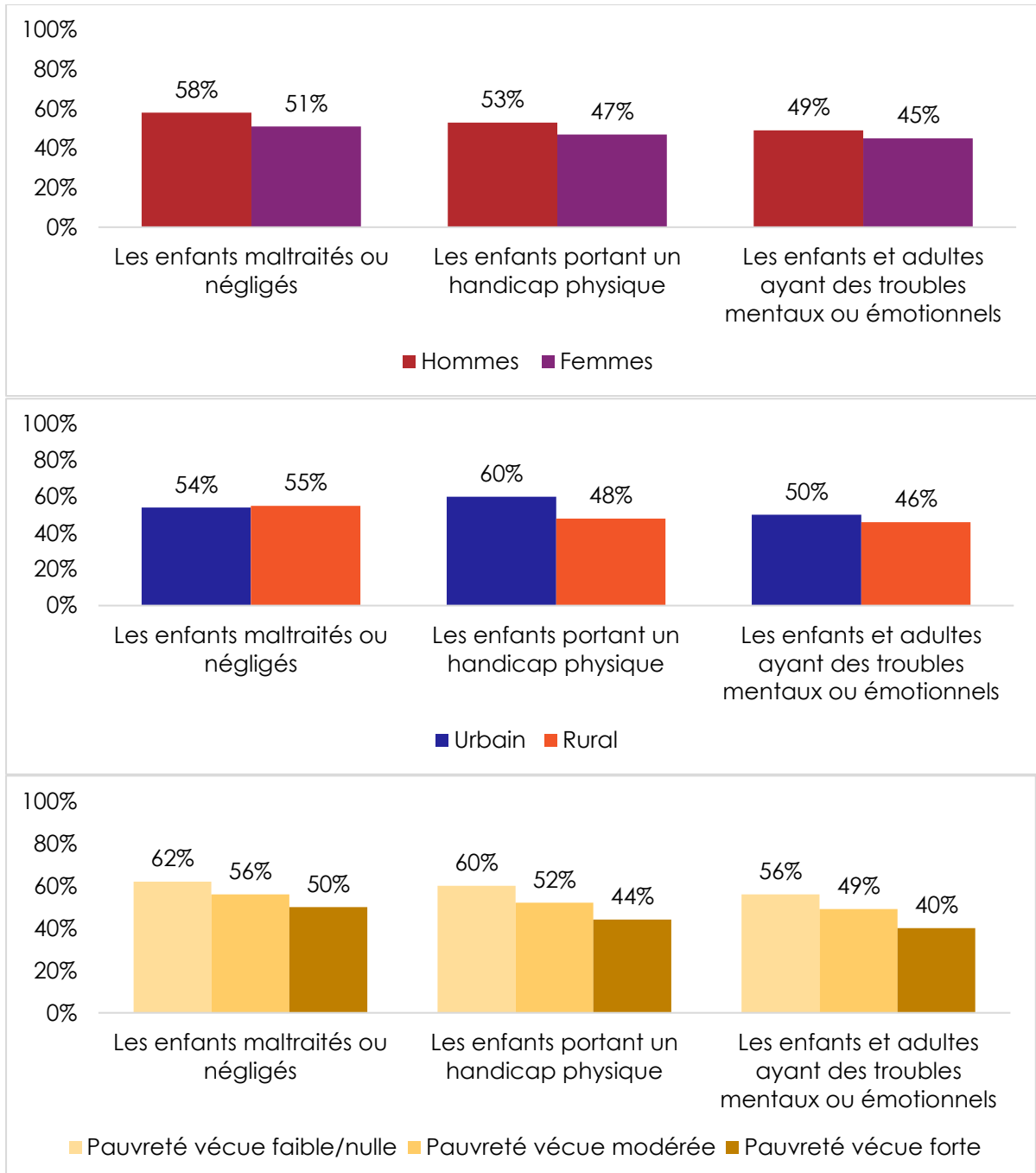
Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

Les hommes sont un peu plus susceptibles (de 4 à 7 points de pourcentage) que les femmes de dire que de l'aide pour ces enfants et ces adultes est disponible dans leur communauté (Figure 9). Les résidents des zones urbaines et rurales portent à peu près le même jugement sur la disponibilité des ressources pour les enfants maltraités et négligés, mais les répondants des zones urbaines sont plus susceptibles que leurs concitoyens des zones rurales d'affirmer que de l'aide est disponible pour les enfants handicapés (60% contre 48%) et pour les enfants et les adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels (50% contre 46%).

Mais c'est en fonction du niveau de pauvreté vécue que ces évaluations varient le plus. Les personnes en situation de grande pauvreté sont de 12 à 16 points de pourcentage moins susceptibles que leurs concitoyens plus aisés de dire qu'un soutien est disponible dans la communauté pour les enfants maltraités ou négligés, les enfants handicapés, et les enfants et adultes souffrant de problèmes mentaux ou émotionnels. Ces disparités suggèrent qu'il existe un lien étroit entre le statut économique et l'accès aux services de soutien au Niger.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter notre outil d'analyse en ligne au www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Figure 9 : Disponibilité d'aide pour les enfants vulnérables | par sexe, milieu de résidence urbain-rural et niveau de pauvreté vécue | Niger | 2022



Questions posées aux répondants : Veuillez me dire si vous êtes en désaccord ou en accord avec chacune des affirmations suivantes :

En général, les membres de cette communauté peuvent obtenir de l'aide pour les enfants abusés, maltraités ou négligés ?

Dans ma communauté, les enfants ayant un handicap physique sont généralement en mesure d'obtenir le soutien dont ils ont besoin pour réussir dans la vie ?

Dans ma communauté, les enfants et les adultes ayant des troubles mentaux ou émotionnels peuvent généralement obtenir l'aide dont ils ont besoin pour mener une bonne vie ?

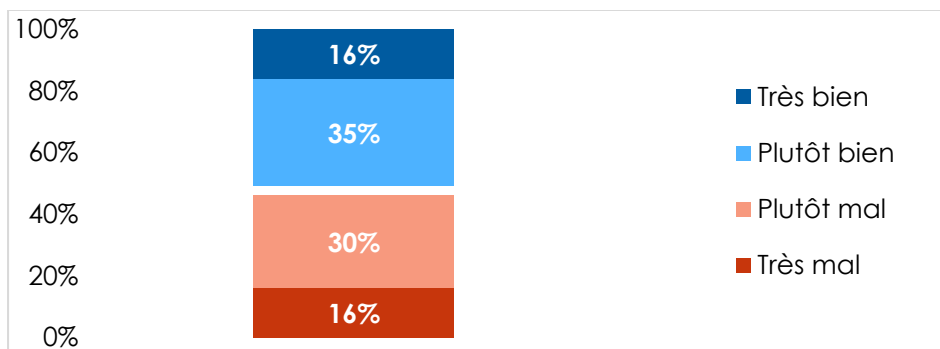
(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)

De la performance gouvernementale sur la protection de l'enfance

Dans l'ensemble, les Nigériens sont quasiment tous d'accord sur la performance gouvernementale quant à la protection et à la promotion du bien-être des enfants vulnérables : 51% disent qu'elle est « assez bonne » ou « très bonne », tandis que 46% pensent qu'elle est médiocre (Figure 10).

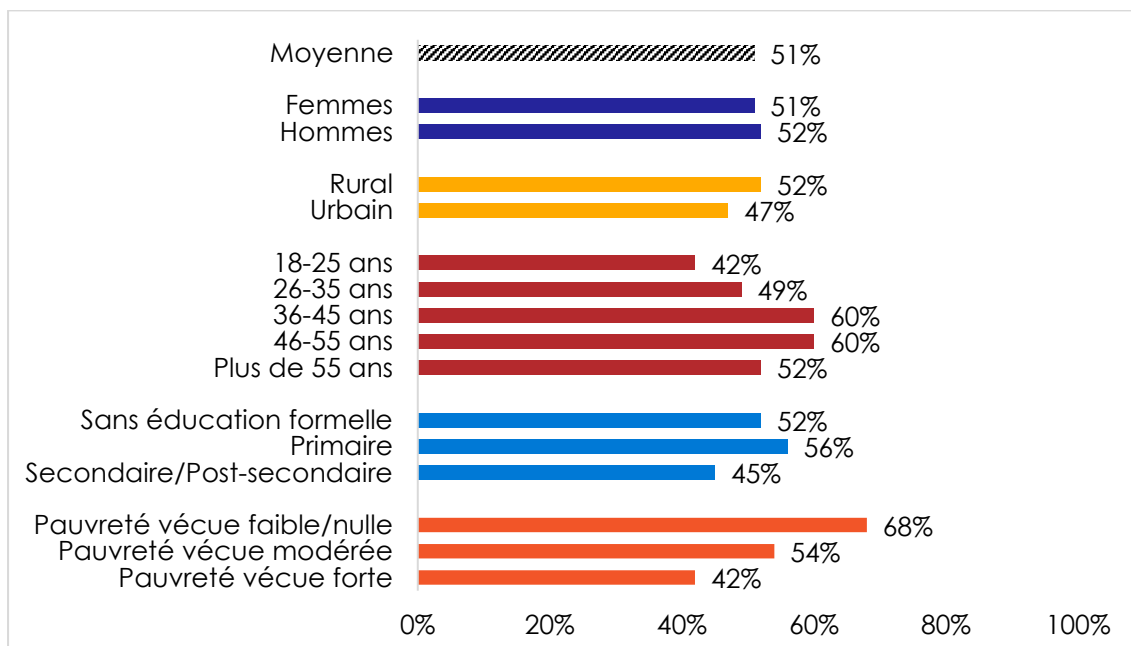
L'approbation de la performance gouvernementale est particulièrement faible parmi les répondants les plus jeunes (42%), les plus pauvres (42%), les plus instruits (45%) et les résidents urbains (47%) (Figure 11).

Figure 10 : Performances du gouvernement dans la promotion du bien-être des enfants vulnérables | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ?

Figure 11 : Bonnes performances du gouvernement dans la promotion du bien-être des enfants vulnérables | par groupe démographique | Niger | 2022



Question posée aux répondants : Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond à la protection et promotion du bien-être des enfants vulnérables, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer ? (% qui disent « plutôt bien » ou « très bien »)

Conclusion

En dépit du cadre juridique et politique du Niger sur la protection de l'enfance, de nombreux enfants sont encore victimes de violence, d'abus et de négligence, ce qui a un impact négatif sur leur santé, leurs opportunités d'éducation et leur réussite future (UNICEF, 2021). Cela implique qu'il reste beaucoup à faire pour renforcer les politiques et les programmes visant à protéger l'enfance nigérienne.

Les données issues de l'enquête suggèrent que les communautés ont des perceptions diverses de ces défis. Un grand nombre de Nigériens – dans certains cas la majorité – considèrent que la maltraitance et la négligence des enfants, les enfants déscolarisés et le manque de ressources de soutien sont des réalités quotidiennes au sein de leur communauté.

Les populations pauvres sont particulièrement susceptibles de signaler des cas fréquents de maltraitance et de négligence à l'égard des enfants, ainsi qu'une pénurie de ressources de soutien, ce qui souligne l'importance de ces domaines pour des interventions ciblées.

Pour ce qui est des châtiments corporels, les Nigériens considèrent dans leur grande majorité qu'il est acceptable de recourir à la force physique pour corriger les enfants, et presque la moitié d'entre eux déclarent que cette pratique est courante dans leur communauté.

Références

- Bureau des Affaires Internationales du Travail. (2022). Child labor and forced labor reports: Niger. Département du travail des Etats-Unis.
- Calimoutou, E. (2019). How new laws are protecting women and girls, and changing mindsets in Niger. Banque Mondiale. 26 janvier.
- Mattes, R., & Patel, J. (2022). La pauvreté vécue resurgit. Document de Politique No. 84 d'Afrobarometer.
- UNICEF. (2020). Child protection.
- UNICEF. (2021). Children in Niger: Overview of the situation.

Stephen Quansah est doctorant en sciences politiques et assistant de recherche et d'enseignement à l'Université de Floride. Email : stephen.quansah@ufl.edu.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, est un réseau panafricain et indépendant de recherches. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationaux est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) de University of Nairobi au Kenya. Le Michigan State University, l'University of Cape Town, et l'University of Malawi apportent un soutien technique au réseau.

Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain pour la Paix, l'Agence norvégienne de coopération pour le développement via le projet Think Africa de la Banque mondiale, de la Fondation Mo Ibrahim, des fondations Open Society Foundations - Africa, Luminare, de la Fondation William et Flora Hewlett, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation Mastercard, de la Fondation David et Lucile Packard, de la Commission de l'Union Européenne, du groupe de la Banque Mondiale, du Ministère des Affaires Etrangères de la Finlande, l'ambassade du Royaume des Pays-Bas en Ouganda, de l'ambassade de Suède au Zimbabwe, du Centre Mondial du Pluralisme, et de la GIZ.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner la parole aux citoyens africains. Veuillez envisager de faire un don à Afrobarometer. Pour faire un don en ligne, veuillez suivre ce [lien](#) ou ce [lien](#). Pour discuter du financement institutionnel, contactez Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) ou Runyararo Munetsi (runyararo@afrobarometer.org).

Suivez nos publications sur #VoicesAfrica.



Dépêche d'Afrobarometer No. 909 | 25 novembre 2024